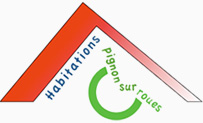
**Plateforme de revendications en matière d’options résidentielles avec services de soutien à domicile**

*C:\_Agent d'information\Logo Ex aequo\EXAE_signature.2011.jpg*

**Autonomie – Inclusion - Dignité**



Cette plateforme commune d’Ex Aequo et d’Habitations pignon sur roues comprend 15 revendications sur les options résidentielles avec services de soutien à domicile.

**Ex aequo**

Fondé en 1980, Ex aequo est un organisme montréalais à but non lucratif qui a pour mission la promotion et la défense des droits des personnes ayant une déficience motrice, en concertation avec d’autres organismes de l’Île de Montréal et les regroupements nationaux.

**Habitations pignon sur roues**

Habitations pignon sur roues regroupe des personnes en situation de handicap et vivant en appartement de façon autonome dans un immeuble de logements sociaux universellement accessibles. Ils reçoivent des services de soutien à domicile disponibles 24 heures par jour et 7 jours par semaine. Ces services sont modulés selon les besoins des gens qui participent activement à la gestion de l’organisme, et ce, afin de favoriser une plus grande autonomie personnelle et une meilleure inclusion sociale.

**Mise en contexte**

En 1980, les organismes de défense des droits des personnes handicapées défendaient l’intégration sociale, mais depuis le début des années 2000, s’est opéré un changement idéologique important qui nous a conduits à faire la promotion de l’inclusion sociale et de la participation citoyenne des personnes en situation de handicap.

L’atteinte de l’objectif d’inclusion impose de défendre l’accessibilité universelle, c’est-à-dire de faire en sorte que les installations physiques, les programmes, ainsi que les outils de communication soient entièrement accessibles à l’ensemble des citoyens, y compris ceux ayant des limitations fonctionnelles.

Afin de vivre pleinement leur inclusion sociale, professionnelle et économique, les personnes handicapées doivent recevoir des services de soutien à domicile répondant à l’ensemble de leurs besoins.

Les personnes doivent avoir la liberté de choisir l’endroit où elles souhaitent demeurer.

11 %[[1]](#footnote-1) des personnes demeurant en CHSLD ont 65 ans et moins. Or, le coût d’hébergement en CHSLD est de 73 000 $/an[[2]](#footnote-2), soit le double du montant du maintien à domicile ou dans une ressource résidentielles avec services.

Une option résidentielle avec des services de soutien à domicile permet aux personnes vivant avec une déficience motrice de mettre en commun leurs heures de services, de demeurer dans le même édifice, d’avoir leurs propres logements, de bénéficier de services planifiés et non planifiés disponibles 24heures/24 et 7jours/7 et donc ainsi, de permettre aux résidents de participer aux activités de leur communauté, conformément à l’objectif d’inclusion sociale et de participation citoyenne.

**Options résidentielles avec services de soutien à domicile**

Considérant : Que la décision du Conseil des ministres de juin 1988 stipule que les personnes ayant des limitations n’ont pas à débourser pour pallier à leurs déficiences;

1. **Nous demandons que la gratuité des services de soutien à domicile soit assurée dans les options résidentielles.**

Considérant : Qu’en raison de l’insuffisance des services de soutien à domicile, les personnes vivant avec des limitations fonctionnelles doivent aller vivre dans des CHSLD, où elles se retrouvent contraintes de partager le quotidien de personnes âgées, dont plusieurs ont des pertes cognitives et/ou sont en fin de vie;

1. **Nous demandons que le gouvernement du Québec finance un plus grand nombre de projets d’options résidentielles avec des services de soutien à domicile planifiés et non planifiés, disponibles 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, afin de favoriser l’inclusion sociale et la participation citoyenne des personnes ayant des limitations fonctionnelles, et ce, quel que soit leurs revenus. À ce titre, nous demandons qu’un programme avec des moyens financiers soit prévu pour ce type de ressource.**

Considérant : Qu’en 2005, 55 % des personnes handicapées âgées entre 15-64 ans disposent de revenus annuels inférieurs à 15 000 $ , et que 75 % des personnes ayant une déficience, membres d’un ménage, vivent sous le seuil de faible revenu et habitent en appartement;

1. **Nous demandons que les personnes ayant une déficience physique et un faible revenu soient éligibles au supplément de loyer ou tout autre programme de subventions, peu importe leur milieu de vie.**

Considérant : Que les personnes en situation de handicap désirent souvent rester dans leur communauté;

1. **À la Ville de Montréal, nous demandons que tous les arrondissements appuient les propositions d’options résidentielles avec des services de soutien à domicile.**

**Au gouvernement du Québec, nous demandons une juste répartition des ressources à l’échelle de la province.**

Considérant : Que l’expertise du milieu associatif a été nécessaire à la création et au bon fonctionnement d’options résidentielles avec services de soutien à domicile, comme Habitations pignon sur roues;

1. **Nous demandons que le réseau de la santé et des services sociaux développe des options résidentielles offrant des services de soutien à domicile dans l’ensemble du territoire du Québec, en concertation avec le milieu associatif.**
2. **Nous demandons que le gouvernement du Québec finance des options résidentielles offrant différents services, afin de répondre aux besoins diversifiés des personnes en situation de handicap, et ce, quel que soit leurs revenus.**

Considérant : Que les chiens d’assistance et les chiens guides sont des aides techniques;

1. **Nous demandons l’ajout de l’entretien des chiens d’assistance et des chiens guides dans les plans de services des personnes, autant dans les options résidentielles avec services à domicile que dans les autres types d’habitation, soit les nourrir, les brosser et les sortir.**

Considérant : Qu’une bonne formation représente la première condition de qualité et que l’amélioration de la qualité des services aux personnes repose, d’abord et avant tout, sur la compétence des ressources humaines;

1. **Nous demandons que le gouvernement attribue une enveloppe spécifique pour la formation continue des préposés et que cette enveloppe soit gérée par les options résidentielles avec services de soutien à domicile.**

Considérant : Que la stabilité du personnel contribue à un cadre plus sécuritaire et satisfaisant et que de meilleurs salaires constituent un facteur déterminant de cette stabilité;

1. **Nous demandons au gouvernement du Québec que les conditions salariales des préposés répondent aux exigences de la loi sur l’équité salariale.**

Considérant : Que la participation sociale des personnes ayant des limitations fonctionnelles est un objectif reconnu et défini dans plusieurs outils législatifs et sociétaux;

Considérant que les options résidentielles avec services de soutien à domicile encouragent et favorisent la participation active des personnes en situation de handicap, notamment dans l’organisation des services, et que le maintien dans le milieu de vie est un facteur facilitant la participation sociale;

1. **Nous demandons que le gouvernement respecte le choix du lieu de résidence des personnes et finance adéquatement les services de soutien à domicile planifiés et non planifiés, 24heures/24 et 7jours/7.**

Considérant : Que certaines personnes ne désirent pas prendre part à la gestion de l’option résidentielle avec services de soutien à domicile alors que d’autres estiment qu’il s’agit d’une question d’inclusion sociale;

1. **Nous demandons que le gouvernement du Québec respecte le libre choix des personnes en finançant la création de différents types d’options résidentielles, dont certaines pour les personnes qui ne peuvent ou ne veulent pas s’impliquer;**

Considérant : Que les programmes gouvernementaux d’habitation ne permettent pas de louer un local de gestion dans les édifices à logements subventionnés :

1. **Nous demandons que les options résidentielles avec services de soutien à domicile soient munies d’un local de « gestion » pour la coordination et pour les préposés.**

Considérant : Que les programmes gouvernementaux de logements sociaux et d’adaptation domiciliaire ne répondent pas à la réalité et aux besoins des personnes en situation de handicap,

1. **Nous demandons que le gouvernement du Québec (SHQ) assure l’arrimage des différents programmes de subventions.**

Considérant : Le manque d’arrimage et de concertation entre les instances concernées par le financement, la mise en œuvre et le suivi des ressources résidentielles avec services de soutien à domicile,

1. **Nous demandons la mise en place d’une table de concertation comprenant la SHQ, la direction de l’habitation de la Ville de Montréal, les CIUSSS, les groupes en ressources techniques, les représentants des ressources résidentielles et les représentants du milieu associatif.**

Considérant : Que les personnes en situation de handicap vivent en couple et que plusieurs d’entre eux peuvent décider de former une famille,

1. **Nous demandons la création de ressources résidentielles avec services de soutien à domicile, comprenant des programmes de subvention et des services appropriés pour accueillir des familles.**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Accessibilité universelle** | **Accessibilité** | **Adaptation** |
| **Approche** | Inclusive | Par clientèle | Cas par cas |
| **Population visée** | Tous les citoyens | Personnes handicapées | Requérant(s) |
| **Besoins considérés** | Tous les types de limitations fonctionnelles | Utilisateurs d’un fauteuil roulant manuel | Besoins du(des) requérant(s) |
| **Résultat obtenu** | Environnement permettant un usage identique ou similaire, autonome et simultané par tous les citoyens | Environnement permettant un usage limité et différent pour les personnes handicapées | Environnement correspondant aux capacités et aux habitudes de vie du(des) requérant(s) |
|  |  |  |  |
| Source : Société Logique, 2014 | |  |  |

1. Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux, septembre 2013, page 8 [↑](#footnote-ref-1)
2. Correspondance du CSSS Jeanne-Mance datée du 23 février 2015 [↑](#footnote-ref-2)